

20 juillet 2010

Une histoire vraie, digne d'un roman d'espionnage

Les « dissidents cubains » tels que les fabriquent nos médias.

Maxime VIVAS

Photo : Néstor Baguer Sanchez Galarraga



On se souvient peut-être de [Valladarés](#). Ex policier du dictateur Batista, arrêté à Cuba peu après la Révolution alors qu'il transportait des explosifs, il a bénéficié d'une campagne internationale en faveur de sa libération. La presse le disait poète et paralytique. Quant le gouvernement cubain a décidé de l'expulser à Madrid, le président François Mitterrand a envoyé Régis Debray pour l'accueillir à l'atterrissage de son avion. La foule des photographes a vu alors un homme hilare descendre la passerelle sur ses deux jambes. Aujourd'hui, on sait que le seul poème dont il s'est prévalu était un plagiat et il vit aux USA, ce qui fit dire à Debray : « Le poète n'était pas poète, le paralytique n'était pas paralytique et le Cubain est Américain. »

Mais Cuba était devenu dans l'imaginaire collectif un pays où sont emprisonnés les poètes et autres intellectuels.

Voici 3 chapitres extraits de mon livre « [La face cachée de reporters sans frontières. De la CIA aux Faucons du Pentagone](#) » (éditions Aden, octobre 2007).

Pour l'anecdote, Robert Ménard y répond dans son livre « *Des libertés et autres chinoiseries* » (éditions Robert Laffont, octobre 2008) où il affirme « Maxime Vivas invente ».

Le problème est qu'aucun menteur n'a assez de mémoire pour gérer ses mensonges dans le temps. Ménard a donc oublié qu'à deux reprises, en 2004 sur le site du Nouvel Observateur et en 2006 sur le site de RSF il avait avoué (voir plus bas) avoir recruté le « journaliste dissident » dont je parle et qui a fini par lui poser de singuliers et très amusants problèmes.

OSS 117/Robert Ménard à La Havane

Le 20 septembre 1998, Robert Ménard, flanqué d'un de ses collaborateurs parisiens, se rend à Cuba. Objectif : recruter pour RSF un journaliste « dissident » dont on lui a dit le plus grand bien. La recrue s'appelle Néstor Baguer Sanchez Galarraga. Petit homme émacié, volontiers coiffé d'un grand béret, c'est un intellectuel et un journaliste chevronné. Il a fait ses études dans une université états-unienne, il a vécu

à New-York et il a gardé des amis aux Etats-Unis. Parmi eux, Jimmy Carter qui, lorsqu'il était président l'a invité à se rendre aux États-Unis pour donner des cours d'espagnol à l'Université.

Membre du Comité *Martiano por los Derechos Humanos* et de la *Corriente Socialista Democrática*, groupuscules liés à deux organisations anti-cubaines dirigées depuis l'extérieur : *Concertation Democrática Cubana* et *Plataforma Democrática Cubana*, il ne tardera pas à créer L'Agence de Presse Indépendante Cubaine (APIC). Son engagement n'a jamais faibli, même quand il a été victime de tracasseries annonciatrices de possibles ennuis plus sérieux. Amnesty International s'est ému de la confiscation, par la Sécurité de l'Etat, le 10 juillet 1995 d'un télécopieur dont il se servait pour envoyer ses articles hors de l'île. Heureusement, dès le 18 août, il s'en était procuré un nouveau.

Le rapport annuel 1996 de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), s'émouvra également des persécutions contre le journaliste : « Néstor Baguer, président de l'Agence de presse indépendante (APIC) a été gravement blessé par un inconnu qui l'a roué de coups, lui occasionnant une fracture du poignet et de nombreux hématomes. Les faits se sont produits à La Havane, le 2 mars 1995. Le 11 juillet de la même année, des membres de la sécurité de l'Etat ont perquisitionné son domicile et saisi un télécopieur et ils l'ont déconnecté du service téléphonique. Quelques jours plus tard, Néstor Baguer a présenté une plainte au tribunal municipal de Plaza pour obtenir la restitution du matériel confisqué ; le greffier du tribunal a toutefois refusé de la recevoir en déclarant qu'elle n'était pas légalement valide. »

Néstor Baguer publie des articles mordants pour la RECE (*Representación Cubana en el Exilio*), créée par la CIA dans les années 60 et dirigée par l'extrême droite de Miami. Il écrit aussi pour la Fondation Nationale Cubano-Américaine (FNCA), également organisation d'extrême droite basée à Miami, fondée en 1983 par Ronald Reagan, étroitement liée à la CIA et au Département d'Etat. La FNCA a été particulièrement efficace, au Nicaragua, dans le soutien à la « Contra » qui fit chuter le gouvernement de Daniel Ortega en février 1990 et qui a replongé ce pays dans la misère, l'analphabétisme et la soumission aux oligarchies nationales et étrangères. Elle a financé la préparation et/ou l'exécution de nombreux attentats terroristes contre Cuba, visant des centres industriels et des points de concentration de touristes, la raffinerie de Cienfuegos, la centrale thermo-électrique de Matanzas et le cabaret *Tropicana*, dans l'ouest de la capitale. Le 4 septembre 1997, un jeune touriste italien, Fabio Di Celmo se trouve dans le hall de l'hôtel Copacabana lorsqu'une bombe explose et le tue. Deux autres hôtels ont été aussi la cible d'attentats au plastic pratiquement au même moment.

Oui, à l'évidence, Néstor Baguer offrait toutes les compétences pour aller grossir les rangs des « *journalistes indépendants* » promus par Robert Ménard.

A peine débarqué de l'aéroport José Martí, OSS 117/Robert Ménard loue une voiture haut de gamme et va déposer ses bagages à l'hôtel Nacional, établissement luxueux qui reçoit des visiteurs de marque et fortunés. Puis, il fonce discrètement vers la modeste maison d'un honorable correspondant, un « dissident » qu'il a contacté depuis Paris pour organiser la rencontre. Prévenu, Néstor Baguer est au rendez-vous, pressé de rencontrer ce héraut de la Liberté venu tout exprès pour le voir depuis la patrie des Droits de l'Homme.

Cependant, le dicton et les films d'espionnage l'attestent, les murs ont des oreilles. Prudent, Robert Ménard refuse donc de discuter dans la maison de son contact et il embarque Néstor Baguer dans la voiture. Ainsi, il est assuré que ce qui va se passer ne pourra jamais être connu. Et c'est tant mieux car, à le voir agir, on dirait bien qu'il est un espion d'une puissance étrangère et non le représentant d'une ONG. Tous deux s'assoient à l'arrière du véhicule, l'autre français faisant office de chauffeur. Les conspirateurs parcourent ainsi le quartier de Vedado, le temps nécessaire pour faire connaissance et pour arrêter les modalités et les conditions de leur future collaboration. Néstor Baguer étudie discrètement son interlocuteur. La coupe de ses habits, la grosseur de sa voiture, l'hôtel où il est descendu, attestent que l'homme est un paquet de dollars ambulants. Quant à sa conversation, elle révèle assez bien ce qu'il est et ce qu'il veut : cassant, il est là pour donner des instructions, dicter ce qu'il faudra faire, pas pour écouter. C'est la première fois qu'il vient ici, mais il explique doctement à Néstor Baguer le problème racial cubain et autres choses de ce tonneau. Baguer écoute poliment. On l'a dit, il connaît bien les USA et il sait ce que racisme veut dire. Il vit dans un pays métissé, à cent cinquante kilomètres d'un Empire où le taux de mariage mixte n'atteint pas 1 %. Mais il se tait. Il sera toujours temps, plus tard, si RSF lui commande un article sur ce sujet, de le développer, de manière à grossir les derniers et réels vestiges d'un racisme séculaire hérité du colonialisme, sans pour autant déchoir jusqu'au mensonge pur. Néstor Baguer est prêt à faire beaucoup de choses pour ses idées, mais pas à perdre sa propre estime par ses écrits.

Enfin, Robert Ménard en vient au fait : les informations anti-cubaines propagées en Europe par RSF proviennent de Miami. Il veut une source directe, un correspondant particulier dans l'île afin d'accroître la fiabilité de ses dossiers. Et peut-être aussi d'en déterminer la teneur.

Au bout d'une heure, ils se séparent. Un nouveau rendez-vous sera pris plus tard par téléphone, mais pas chez le « dissident » qui les a déjà accueillis. Les règles de la guerre de l'ombre sont strictes.

Quelques jours plus tard, Néstor Baguer reçoit un appel : il devra se rendre dans un parc du quartier de Vedado à une heure déterminée et il s'assiéra sur un banc pour attendre qu'on lui remette un colis. Le journaliste dissident est surpris par ce luxe de précautions paranoïaques qui n'est pas de mise quand les journalistes de son obédience se réunissent. Néanmoins, il ne discute pas et il sera ponctuel au rendez-vous. Il patientera à peine quelques minutes avant de voir arriver son nouveau

contact. C'est le mentor de Robert Ménard, qui lui remet furtivement un paquet et qui file sans s'attarder. Les parcs ne sont-ils pas truffés de caméras, voire de micros dissimulés dans les fleurs et de flics déguisés en jardiniers, en étudiant boutonneux, en mères de famille ou en vieillards claudiquant dont le faux sonotone est directement relié au bureau de Fidel Castro ? De retour chez lui, Néstor Baguer ouvre le paquet. Il s'agit d'un ordinateur portable dans son emballage d'origine. Le Président de l'Association des Journalistes Indépendants va pouvoir écrire sur son pays, les articles que RSF aime lire.

Un dissident très (trop) scrupuleux.

Il va se consacrer à cette tâche avec une conscience digne d'éloges. Fin lettré, non seulement il est capable de proposer des articles anti-cubains bien écrits, mais l'intelligence est au rendez-vous de sa prose. De plus, Néstor Baguer veille soigneusement à la crédibilité des écrits des « journalistes indépendants » qu'il chapeaute. Le problème qu'il rencontre en effet est celui de la vénalité. Plus un article est sensationnel et accusateur, plus les journaux de Miami, via la Section des Intérêts Nord-Américains (la SINA, ersatz d'ambassade) à La Havane le paient cher. De nombreux articles vont alimenter les émissions de Radio Marti, qui émet depuis Miami vers Cuba sur des fréquences qui ne lui sont pas attribuées, en contravention aux règlements de l'Union Internationale des Télécommunications et en violation de l'espace radioélectrique cubain. Créée en 1985 à l'initiative du président Reagan, cette radio pirate bénéficie d'un budget gouvernemental de plusieurs dizaines de millions de dollars. C'est la seule radio US qui déroge à la loi sur l'interdiction de financement d'un média par l'Etat. Son objectif est le renversement du gouvernement cubain. Elle déverse 1200 heures d'émissions hebdomadaires sur l'île. On a pu y entendre des appels à la subversion intérieure et à commettre des sabotages.

A Cuba, où le salaire moyen ne dépasse guère quinze dollars, un « journaliste indépendant » peut encaisser sans trop de mal entre cinquante et cent dollars mensuels, ce qui le dispense, avec sa famille, de se livrer à tout autre activité salariée. Du coup, des petits malins se décrètent journalistes sans avoir jamais auparavant écrit une ligne, voire sans être familiers de la syntaxe. Les « Agences de presse indépendantes » prolifèrent, parfois formées du père, de la mère et du fils autopromus « journalistes » du jour au lendemain. L'effet pervers est que la course aux dollars entraîne une surenchère dans les diatribes antigouvernementales, des récits de faits spectaculaires mais inventés, des interviews bidonnées. Peu importe, la plupart des bobards, dès lors qu'ils sont politiquement conformes aux desiderata des payeurs, sont acceptés et propagés. Mais Néstor Baguer entend prouver que dissidence et éthique peuvent co-exister. Et là, il va rapidement commencer à décevoir.

D'abord, c'est son refus d'articles trop invraisemblables qui surprend. C'est nouveau ! A un « journaliste » improvisé qui espère bien palper un paquet de billets verts en décrivant une émeute populaire réunissant dix mille personnes à l'angle de deux rues

à Manzanillo pour cause de déménagement forcé d'une famille par la « dictature castriste », Baguer fait préciser les circonstances. Il apparaît très vite que l'étroitesse des lieux ne permettait pas un tel rassemblement, que l'incident était en fait dû à un transfert illicite de logements et que seuls les locataires concernés avaient rôlé dans la rue. Ayant dégonflé l'émeute, Baguer met le papier au panier.

Mais il fait pire. En même temps qu'il fournit Paris et Miami en articles critiques contre son pays, il n'hésite pas à se déplacer pour vérifier certaines des informations qui transitent par lui. Un jour où lui est soumis un article sur une grève de la faim politique, il se rend à l'improviste sur les lieux, dans le quartier de Santo Suárez, et tombe sur des « grévistes » joyeusement attablés. Tout était faux et Néstor Baguer se désole d'autant plus de ces avalanches de mensonges, que RSF s'impatiente et lui donne en exemple ce qu'écrivent ses confrères. Or, s'il a bien accepté de produire, contre des dollars, des informations tendancieuses, il entend cependant ne pas perdre son âme. Il s'irrite de voir Paris lui indiquer quels thèmes il doit aborder dans son prochain article. Mais surtout, RSF ne tarde pas à lui reprocher d'être trop modéré. De leur côté, les états-unis s'étonnent qu'il ne traite pas Fidel Castro d'assassin dans ses textes. Néstor Baguer écrit en effet : « Le Président de Cuba, Monsieur Fidel Castro » alors que d'autres écrivaient « le dictateur ». L'attaché culturel US fera un constat : « Monsieur Baguer, vous ne haïssez pas Fidel Castro ». Néstor Baguer confirme. La haine est-elle nécessaire ? Il invoque son bagage culturel, son éducation, son style journalistique. Il y a des mots, monsieur, qu'il n'emploie pas. Il rappelle qu'il est « membre de l'Académie de la Langue et [qu'il ne peut] pas écrire d'insultes ». Quand Jimmy Carter est venu en voyage officiel à Cuba, il a tenu à dîner avec son ami Néstor Baguer. Est-ce que Carter traite Castro d'assassin ? Non. C'est donc simple : insulter l'Autorité, c'est chercher des ennuis et ne plus pouvoir travailler. De plus, fort de son statut d'intellectuel et de son appartenance à l'Académie, il ne saurait tolérer qu'un fonctionnaire retouche un de ses articles.

A Paris, on trouve cet intellectuel bien mou et les relations commencent à se tendre. Les patrons de RSF doutent à présent de disposer du right man at the right place. De son côté Néstor Baguer note l'escalade dans les commandes qui lui sont faites. Il lui faut maintenant s'informer sur la présence éventuelle de dissidents dans la police et dans les forces armées. S'agit-il là d'une curiosité d'une ONG ? Plutôt d'une agence de presse, et peut-être même d'une agence de renseignements. Il lui semble que la CIA lui aurait posé la même question. Pas Amnesty International, pas la Croix Rouge, pas la Ligue internationale des Droits de l'Homme, pas l'Unicef ou Médecin sans frontières. Cependant, l'argent afflue. Néstor Baguer le perçoit chaque mois par retrait avec sa carte Transcard. Il garde ce qui lui revient (cent dollars mensuels, soit deux fois la paie d'un ministre cubain) et distribue le reste en fonction du travail des « journalistes » qu'il chapeaute. Quand l'article déplaît, il n'est pas rétribué par les commanditaires. Plus la charge anti-cubaine est rude, plus elle rapporte.

Les USA regardent le travail de Néstor Baguer avec sympathie. Il a fait son chemin depuis sa rencontre avec Robert Ménard jusqu'à être reconnu par la presse internationale comme l'un des plus éminents leaders de la dissidence.

Très vite ils lui délivrent un laissez-passer permanent qui lui permet d'entrer à sa guise dans les locaux de la Section des Intérêts Nord-Américains (SINA) de La Havane. Il y rencontre Gene Bigler, l'attaché culturel qui le présente à son chef, Joseph Sullivan. Les trois sont en phase, ils parlent la même langue, connaissent les mêmes endroits aux USA, servent la même cause. Le Cubain leur soumet des dizaines d'articles émanant des « agences de presse ». Triées, corrigées, les copies sont conformes aux intérêts de l'Empire et à ses desseins dans l'archipel des Caraïbes. La SINA y veille.

Chacun est bien conscient que ces activités tombent sous le coup de la loi cubaine 88 dite de « protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba ». En interdisant « le travail de concert avec une puissance étrangère dans l'objectif d'ébranler le gouvernement cubain » la Justice de l'île ne se distingue d'ailleurs pas de celle des autres pays, notamment pas de celle des Etats-Unis dont le Code pénal (art 18, §951) précise que « toute personne qui accepte d'opérer à l'intérieur des États-Unis sous la direction ou le contrôle d'un gouvernement étranger sera inculpé de crime et risque une peine de 10 ans de prison ».

Dans son article (déjà cité) du Monde Diplomatique de février 2004, l'écrivain cubain René Vázquez Díaz, constate que la Suède, son pays d'adoption, « condamne à un maximum de deux années d'emprisonnement (Code pénal, chapitre 19, article 13, sur les délits contre la sécurité de l'Etat) celui qui perçoit de l'argent ou d'autres dons d'une puissance étrangère ou de quiconque agit dans l'intérêt de celle-ci, afin de publier ou diffuser des écrits, ou d'influencer de quelque façon que ce soit l'opinion publique en ce qui concerne l'organisation interne de l'Etat ». La Suède punit également (art. 8) « celui qui propage ou transmet à des puissances étrangères ou à leurs agents des informations inexactes ou tendancieuses, dans le but de créer des menaces pour la Sécurité de l'Etat ». Et, comme délit de haute trahison, la paisible Suède, qui ne se connaît pas d'ennemi, punit « celui qui constitue une menace contre la sécurité de l'Etat pour avoir utilisé des moyens illégaux avec l'appui d'une puissance étrangère, à dix ans de prison ou à la réclusion criminelle à perpétuité. »

Quant au Code pénal français, il stipule en son article 411-6 : « Le fait de livrer ou de rendre accessibles à une puissance étrangère, à une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents, des renseignements [...] de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de quinze ans de détention criminelle et de 225 000 euros d'amende. »

Il ajoute en son article 411-10 : « Le fait de fournir, en vue de servir les intérêts d'une puissance étrangère [...] des informations fausses de nature à [...] induire en erreur et

à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende. »

Enfin, quand RSF se montrait curieuse sur les éventuels maillons faibles dans la police et dans l'armée cubaine, elle faisait fi de ce que l'article 411-4 notre propre Code pénal prévoit en la matière : « Le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la France, est puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende. Est puni des mêmes peines le fait de fournir à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre des hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la France. » Néstor Baguer, lui, n'ignore pas comment les Etats, dont le sien, se protègent. Il sait que, compte tenu des rapports de guerre larvée entre les USA et Cuba, de la possibilité d'une invasion impromptue sans cesse promise et qui n'attend que le bon prétexte, la loi cubaine s'appliquera dans toute sa rigueur. Il est assez érudit pour savoir aussi que, dans quelque pays du monde que ce soit, à contexte égal, il en serait ainsi.

Il se demande in petto comment RSF, une organisation censée défendre la liberté des journalistes peut financer des articles bidons, imposer les sujets à traiter, les refuser à sa convenance, réprimander les auteurs dont la virulence n'est pas adaptée aux enjeux politiques.

Il voit les gens de la Section des Intérêts Nord-Américains (SINA) dicter les sujets à ceux qu'il appelle les « handicapés mentaux, les pseudo-journalistes ». Pis, il voit ces derniers, lorsqu'ils ont pondus leurs textes, aller les faire réviser à la SINA avant de les transmettre, au cas où quelque chose ne conviendrait pas politiquement. S'ils étaient approuvés, on les transmettait.

Et les amours s'étiolent entre RSF et lui. Au fil des mois, la tension ne cessera de grimper avec ses commanditaires parisiens. Finalement, ils renonceront à ses services. Exit Néstor Baguer ?

Pas tout à fait. L'histoire de ce collaborateur scrupuleux et indocile va en effet connaître un spectaculaire rebondissement.(73)

L'agent secret Octavio démasque Néstor Baguer.

En mars 2003, la Justice cubaine a lancé une vague d'arrestations « pour conspiration, activités subversives et collaboration avec la mise en place du blocus imposé par Washington ». Dans le lot des personnes interpellées il s'en trouva douze qui étaient en réalité des agents infiltrés de la sécurité de l'Etat cubain. Parmi ces « taupes », l'agent Octavio.

L'agent Octavio est un petit homme émacié, volontiers coiffé d'un grand béret, journaliste chevronné, intellectuel qui a fait ses études aux Etats-Unis, membre de l'Académie de la Langue, ami de Jimmy Carter, bref, un loustic dans lequel nous reconnaissons... Néstor Baguer. Depuis plus de quatre ans, Octavio/Néstor Baguer tenait informé le contre-espionnage cubain du développement du « journalisme indépendant », de la corruption de ses compères par l'ennemi, des agissements de Reporters sans frontières et de ses exigences. Quand, en jouant au James Bond, il recruta ce collaborateur « anti-castriste » et lui fit une démonstration de l'application des règles de clandestinité, Robert Ménard ne savait pas que l'autre, authentique agent secret depuis vingt-cinq ans, riait sous cape. A La Havane, Néstor Baguer persifle et se répand en interviews : « Dès que j'ai créé l'Agence de Presse Indépendante de Cuba (APIC à laquelle participera Raül Rivero(74) qui a été arrêté en mars 2003 et qui vit aujourd'hui en Espagne), j'ai reçu les félicitations de Miami ainsi que d'autres témoignages d'amour et de sympathie. Ils me considéraient comme le meilleur des patriotes. Reporters sans frontières faisait mon éloge partout et m'envoyait de l'argent. C'était incroyable. » Par exemple, rigole Octavio, j'ai reçu de RSF du matériel et « 1000 dollars pour financer le Bureau de presse ».

Quand Salim Lamrani l'interroge en mai 2003 (interview cité), Robert Ménard, alors que la supercherie de Néstor Baguer a été dévoilée, persistera, dans son incomparable style hasardeux et abscons, à se vanter de ses liens avec la presse « indépendante » cubaine. Lisons : « Ecoutez, le nombre d'articles qui sont repris dans la presse internationale, ces gens de la presse indépendante cubaine qui sont cités par la presse internationale, ce qui traduit que cette presse internationale, qui ne serait pas intéressée par des articles signés que par des opposants. Le fait qu'ils les reprennent marque une amélioration. Quant à dire qu'elle est manipulée par les uns et les autres, c'est une absurdité. Nous avons plus de liens avec la presse indépendante cubaine que le gouvernement des Etats-Unis. » (sic).

Quant à Baguer, on lui apprend qu'un article de Reuters, reproduit par le New-York Times le 10 avril 2003, le qualifie désormais de « supposé journaliste » (Alleged journalist, exactement). Il feint alors la naïveté : « Comme c'est curieux ! Quand j'étais un « dissident » la presse nord-américaine ne m'a jamais appelé « supposé journaliste ». Ça ne serait jamais venu à l'esprit de personne... » Et il propose tout de go à l'interviewer de lui fournir une copie de son diplôme de journaliste pour « mettre un terme à cette rumeur »(75).

A Paris, dans les locaux de RSF, c'est la consternation. Le mieux est de ne pas ébruiter l'affaire. Le rapport 2004 de l'ONG fera allusion à Néstor Baguer, mais en taisant que Robert Ménard était allé le recruter sur place et que RSF le payait depuis des années. Quand, le 22 octobre 2004, Robert Ménard est l'invité du forum en ligne organisé par le Nouvel Observateur, il sera questionné ainsi par un Internaute : « Pouvez-vous nous dire si vous avez rencontré M. Néstor Baguer Sanchez à Cuba et ce que vous lui avez demandé ? »

Piteuse et lapidaire réponse de Robert Ménard : « Ce monsieur a été notre correspondant plusieurs années avant que nous nous séparions de lui. Une bonne chose puisqu'il s'est avéré qu'il était un agent de la police politique. C'est lui-même qui l'a déclaré lors du procès de 75 dissidents au printemps 2003. »

Au mois de mars 2006, sur son site et sous le titre « Cuba : le printemps noir, 3 ans après » où tout ce qu'il faut savoir sur le sujet est rapporté avec force détails, ces liens mercantiles de RSF et de Baguer seront tus : « Le ver est en fait dans le fruit dès l'apparition de l'APIC, en 1992, dont deux des fondateurs, Indamiro Restano et Néstor Baguer alias « Octavio » se révéleront être des agents de la Sécurité de l'Etat, la police politique. » Un ver que RSF a recruté, équipé, nourri, engraisé, conseillé, couvert de dollars quand elle le prenait pour un mercenaire travaillant contre son pays, écrivant n'importe quoi pourvu que l'Empire en soit satisfait. Mais ces détails ne seront même pas évoqués. Cachez ce sein que je ne saurais voir...

Ainsi donc, RSF fait campagne contre un petit pays indépendant grâce à des articles abracadabrants, non vérifiés, des fictions fournies par des agents secrets du gouvernement et par des chasseurs de dollars.

Les informations erronées publiées ne sont pas rectifiées quand les agents se dévoilent. Et pourquoi donc ? Parce qu'elles contribuent à dessiner l'image négative d'un pays sur lequel RSF s'excite prioritairement depuis des années et qui exaspère les dirigeants états-uniens par son fier refus de devenir la cinquante et unième étoile de leur bannière ?

Maxime Vivas

Extraits de [La face cachée de Reporters sans frontières - de la CIA aux faucons du Pentagone.](#)

EN COMPLEMENT

EL CAMAJÁN ou LE PROFITEUR (texte complet)

Elizardo Sánchez l'histoire d'un "défenseur des droits de l'homme" à Cuba

EL CAMAJÁN ou LE PROFITEUR



Tout livre porte généralement au début un prologue, une présentation, une introduction... mais nous ferons ici exception à la règle.

L'histoire que le lecteur va découvrir parle d'elle-même.

Mais s'il fallait vraiment sacrifier à ce rite, alors, nous recommanderions tout simplement de lire les pages intitulées « Double jeu ».

Les auteurs

Une matinée quelconque de 1997. Dans son bureau de Villa Marista, siège de la Direction générale du contre-espionnage (DGCI) cubain, un chef de département, les yeux pétillant d'ironie, donne des instructions à l'un de ses officiers de terrain :

Cet après-midi, je dois avoir un contact important avec l'agent Juana. Sois prêt à seize heures pour m'accompagner car c'est toi qui vas maintenant t'occuper de ce cas assez complexe.

Alors, il faudrait que vous me passiez le dossier pour étudier le cas et me préparer à la rencontre.

Non, tu verras le dossier ensuite. Sache simplement que c'est quelqu'un que tu connais.

Quelques heures plus tard, les deux officiers, assis sous les arbres du parc des 30e et 31e rues du quartier Playa de La Havane, voient quelqu'un s'avancer vers eux. L'officier de terrain ne peut en croire ses yeux et dévisage son supérieur dont le sourire moqueur s'élargit de plus en plus.

L'agent, c'est lui !

Celui qui s'avance pour ce contact renseignement n'est rien moins, en effet, que quelqu'un dont la propagande extérieure ne cesse de vanter les mérites et que certains politiques étrangers portent au pinacle. L'agent Juana de la Sécurité cubaine n'est pas non plus une femme : c'est le fameux « dissident » Elizardo Sánchez Santa Cruz-Pacheco...

TELECHARGER LE LIVRE COMPLET EN FRANCAIS ET FORMAT PDF

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Les-dissidents-cubains-tels-que-les-fabriquent-nos-medias.html>